



## RETURN BIDS TO:

## RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions

- TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

## Revision to a Request for a Standing Offer

## Révision à une demande d'offre à commandes

Departmental Individual Standing Offer (DISO)

Offre à commandes individuelle du département(OCID)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

## Comments - Commentaires

## Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

## Issuing Office - Bureau de distribution

Linguistic Services Division / Division des services  
linguistiques

PSBID, PWGSC / DIASP,TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

10C1/Place du Portage, Phase III

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> Translation Services		
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> 86100-170002/A		<b>Date</b> 2017-04-27
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 86100-170002		<b>Amendment No. - N° modif.</b> 002
<b>File No. - N° de dossier</b> 503zf.86100-170002	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$ZF-524-31328		
<b>Date of Original Request for Standing Offer</b> Date de la demande de l'offre à commandes originale		2017-03-31
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2017-05-10</b>		<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Standard Time EST
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Remillard, Michele		<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 503zf
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 420-4602 ( )		<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>		
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>		
<b>Security - Sécurité</b> This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Acknowledgement copy required</b> <b>Accusé de réception requis</b>	<b>Yes - Oui</b> <input type="checkbox"/>	<b>No - Non</b> <input type="checkbox"/>
<b>The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer.</b> <b>Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.</b>		
<b>Signature</b>	<b>Date</b>	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
<b>For the Minister - Pour le Ministre</b>		

**La modification 002 vise à :**

- A) Fournir des réponses aux questions reçues à ce jour.**
  - B) Modifier la demande d'offres à commandes.**
- 

## **QUESTIONS ET RÉPONSES – SÉRIE II**

### **Question 1**

En ce qui a trait aux quatre (4) volets de travail, il est clair que chaque volet doit être traité de manière distincte, mais est-il acceptable de le faire dans la même offre? Est-ce que les réponses aux critères CTC1 et CTC2 doivent être répétées chaque fois, puisque ces procédures ne changent pas selon le contenu des textes? Merci d'être le plus précis possible concernant la manière dont nous devons présenter une offre.

### **Réponse**

Pour simplifier l'évaluation, veuillez présenter une offre distincte pour chaque volet.

### **Question 2**

Plusieurs offres à commandes (OC) seront attribuées par volet. Est-ce qu'un classement sera établi ou est-ce que chaque titulaire d'OC pourra recevoir le même volume de travail? En d'autres mots, est-ce qu'il y a une manière prédéterminée d'attribuer le travail ou est-ce que les utilisateurs pourront établir des commandes subséquentes au détenteur d'OC de leur choix?

### **Réponse**

Voir Partie 6 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT, 6.8  
Procédures pour les commandes subséquentes.

### **Question 3**

Veuillez confirmer qu'il ne fait pas indiquer le nom des ressources linguistiques (traducteurs) dans la réponse à la DOC.

### **Réponse**

Il n'est pas nécessaire de nommer les ressources.

### **Question 4**

1. Volets B et D, critères CO1.2 et CO1.4

Est-ce que de l'expérience démontrée relative aux domaines indiqués ci-dessous serait jugée acceptable?

**CRIMINOLOGIE** : Tout document qui porte sur la criminologie et les affaires correctionnelles, la protection civile, la sécurité nationale et le renseignement.

**Réponse**

Oui, pourvu qu'il ne s'agisse pas seulement de documents administratifs, mais bien juridiques, propres à ce domaine.

DÉLIBÉRATIONS PARLEMENTAIRES : Documents qui portent sur les délibérations parlementaires.

**Réponse**

Non.

IMMIGRATION : Tout document qui porte sur l'immigration, le statut de réfugié, la citoyenneté canadienne, les douanes, les processus d'obtention de passeports et de visas.

**Réponse**

Oui, pourvu qu'il ne s'agisse pas seulement de documents administratifs, mais bien juridiques, propres à ce domaine.

---

**Question 5**

Volet C - CO1.3

Est-ce que l'expérience dans les domaines suivants serait jugée acceptable?

Textes administratifs et généraux : Documents de nature générale et administrative qui portent sur les divers domaines d'activités du gouvernement du Canada.

**Réponse**

Oui.

Emploi : Tout document qui porte sur la gestion des ressources humaines, l'emploi et la sécurité sociale.

**Réponse**

Oui.

Finances : Tout document qui porte sur la gestion financière et budgétaire, la comptabilité et la vérification publiques, la fiscalité, l'économie, la finance, la statistique appliquée et l'économie.

**Réponse**

Oui.

---

**Question 6**

Section 4.1.1.2, Critères techniques cotés - utilisés pour tous les volets. Cette section indique que les offerants doivent soumettre une offre séparée pour chaque volet pour lequel il désire être évalué. Chaque doit être clairement identifiée et doit indiquer pour quel volet elle s'applique. Une offre qui n'indique pas son volet pertinent sera évaluée comme étant non recevable.

Les différents volets pour lesquels nous souhaitons être évalués doivent-ils être identifiés dans une offre, ou devons-nous plutôt préparer une offre distincte pour chaque volet?

## Réponse

Pour simplifier l'évaluation, veuillez présenter une offre distincte pour chaque volet.

---

### Question 7

Sous la section 5.1 Attestations exigées avec l'offre, il est indiqué que les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre :

#### 5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – déclaration de condamnation à une infraction

*Conformément à la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ciif/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter avec son offre la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.*

Pouvez-vous préciser ce que signifie « documentation exigée »? Pourriez-vous indiquer le nom d'un document ou d'un formulaire précis, et où trouver cette documentation exigée? Ce n'est pas clair lorsqu'on visite le site Internet.

## Réponse

Veuillez consulter la section 17, Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>).

- a. **Liste des noms** : Tous les fournisseurs, peu importe leur situation au titre de la politique, doivent présenter les renseignements ci-dessous au moment de prendre part à un processus d'approvisionnement ou à une transaction immobilière :
- i. les fournisseurs constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent fournir la liste complète des noms de tous les administrateurs actuels ou, dans le cas d'une entreprise privée, des propriétaires de la société;
  - ii. les fournisseurs soumissionnant à titre d'entreprise à propriétaire unique, y compris ceux soumissionnant en tant que coentreprise, doivent fournir la liste complète des noms de tous les propriétaires;
  - iii. les fournisseurs soumissionnant à titre de société en nom collectif n'ont pas à soumettre une liste de noms.

Si la liste des noms n'a pas été fournie à la fin de l'évaluation des soumissions ou des offres ou dans le cadre d'un processus d'approvisionnement ou d'une transaction immobilière où aucune soumission ou offre ne sera présentée, l'autorité contractante informera le fournisseur du délai à l'intérieur duquel il doit donner l'information. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire d'attribution d'un accord immobilier ou d'un contrat. Le défaut de fournir la liste des noms dans le délai prescrit rendra la soumission ou l'offre irrecevable, ou autrement entraînera l'exclusion du fournisseur du processus d'attribution de l'accord immobilier ou du contrat.

- b. Pendant l'évaluation des soumissions ou des offres, un soumissionnaire doit, dans les 10 jours ouvrables, informer par écrit l'autorité contractante de toute modification de la liste des noms présentée conformément au paragraphe 17a).
- c. Pendant toute la durée d'un accord immobilier ou d'un contrat, le fournisseur doit informer le registraire d'inadmissibilité et de suspension, par écrit et dans les dix jours ouvrables, de ce qui suit :
  - i. toute accusation, condamnation ou autre circonstance pertinente aux fins de la politique concernant le fournisseur lui-même, ses affiliées ou ses premiers sous-traitants;
  - ii. toute modification de la liste des noms présentée conformément au paragraphe 17a).
- d. Le Canada peut vérifier l'information soumise par un fournisseur, et ce, à tout moment pendant la durée d'un accord immobilier, d'un contrat ou de tout autre instrument d'approvisionnement (p. ex. offre à commandes, arrangement en matière d'approvisionnement). Le Canada peut demander des renseignements supplémentaires, par exemple des validations de tiers, des formulaires de consentement et d'autres éléments de preuve pouvant notamment servir à établir l'identité du fournisseur ou son admissibilité à conclure un accord immobilier ou un contrat avec le Canada. Le fournisseur doit alors fournir les renseignements demandés dans les délais indiqués, à défaut de quoi il peut être déclaré inadmissible à conclure un accord immobilier ou un contrat avec le Canada.
- e. **Présentation de renseignements supplémentaires** : Le fournisseur doit fournir tout renseignement supplémentaire pertinent aux fins de la politique, comme des attestations et des validations de tiers, dans les délais imposés par TPSGC ou l'autorité contractante.

---

### Question 8

La section 5.2.2, Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre, et la section 5.2.3.3, Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre, semblent exiger les mêmes renseignements.

Dans la section 5.2.3.3, Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre, il est indiqué : « L'offrant doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie ».

Il n'y a pas de lien pour nous mener vers le formulaire d'attestation ou le lien qui devait être inclus ne fonctionne pas. Pourriez-vous préciser l'emplacement de cette attestation?

### Réponse

Veuillez consulter la modification n° 3 ci-dessous.

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF](#) » ) du Programme de contrats fédéraux (PCF)

---

### Question 9

Nous sommes une entreprise à propriétaire unique et nous menons nos activités avec des associés auxquels nous attribuons des contrats. Veuillez préciser la manière dont la question des attestations s'applique à nous et à nos associés puisqu'il n'y a qu'une mention aux personnes morales, aux coentreprises ou aux partenariats.

### Réponse

Voir la réponse à la question 7 (n° 2).

---

### Question 10

Au critère CTC3, pour avoir le maximum des points, est-ce que l'offrant doit démontrer une expérience d'au moins six (6) ans supplémentaires aux trois (3) ans démontrés aux critères techniques obligatoires pour un total cumulatif d'au moins neuf (9) ans?

### Réponse

Au critère CTC3, pour obtenir le maximum de points, l'offrant doit en effet démontrer qu'il possède **plus** de six (6) ans d'expérience, qui **s'ajoutent** aux trois (3) ans démontrés dans le cadre des critères techniques obligatoires; donc, un peu plus de neuf (9) ans.

---

### Question 11

Dans la section 6.2.1, Conditions générales, on indique le document 2035 du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA). Dans le document 2035 24 (2008-05-12), l'article 12, Responsabilité mentionne ce qui suit : Les parties conviennent qu'aucune disposition relative à la limitation de la responsabilité ou à des indemnités ne s'applique au contrat à moins d'être reproduite entièrement dans les articles de convention. Nous aimerions demander que la limite de responsabilité suivante soit intégrée :

*« Dans aucun cas la responsabilité de l'entrepreneur ne devra dépasser le montant total payé par le Canada dans l'Énoncé des travaux pour la commande subséquente individuelle dans le cadre de laquelle les dommages ont eu lieu ».*

### Réponse

Non. Les conditions générales demeurent inchangées.

---

### Question 12

Il existe une erreur dans la feuille de calcul excel. Pouvez-vous fournir une version corrigée?

## Réponse

**La feuille de calcul a été corrigée. Les fournisseurs doivent contacter le responsable de l'offre à commandes directement pour obtenir la version révisée.**

---

### **B) Modifier la demande d'offres à commandes**

#### **1. Modification 001, Question 1**

##### **Supprimer :**

Voir la page 4 de la demande d'offre à commandes (DOC), section 1.2.3. La Politique sur le contenu canadien s'applique et la concurrence est exclusivement limitée aux offres offrant des biens ou des services canadiens, conformément à la clause M3053T (2014-11-27) du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (Guide des CCUA).

##### **Voir, section : 5.2.3.1      Attestation du contenu canadien**

Cet achat est conditionnellement limité aux services canadiens.

Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande d'offres à commandes, les soumissionnaires reconnaissent que seulement les offres accompagnées d'une attestation à l'effet que le service offert est un service canadien, comme défini dans la clause A3050T, peuvent être considérées.

À défaut de fournir cette attestation remplie avec l'offre, le service offert sera traité comme un service non canadien.

L'offrant atteste que :

( ) le service offert est un service canadien tel qu'il est défini au paragraphe 2 de la clause A3050T.

#### **2. À l'annexe B, Base de paiement :**

##### **B.2, Prix tout compris**

##### **Supprimer :**

La fiche de calcul Excel intitulée bdp\_86100-170002.xlsx.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
86100—170002/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
86100—170002

Amd. No. - N° de la modif.  
002  
File No. - N° du dossier  
524zf.86100--170002

Buyer ID - Id de l'acheteur  
524zf  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

### 3. **À la Partie 5, Attestations et renseignements supplémentaires,**

**Supprimer :** section 5.2.2, Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation d'offre

---

Toutes les autres modalités demeurent inchangées.